

Initiatives ministérielles

député de Mississauga-Sud l'a dit et il a été rabroué par le ministre des Finances et le chef du parti, qui ont déclaré qu'il ne parlait pas au nom du gouvernement.

En terminant, je voudrais simplement dire que je cherche à savoir ce que les analystes conservateurs ont en tête. Quand je vois l'Institut Fraser préconiser un impôt par capitation et que j'entends des ministres du Cabinet, le gouvernement créditiste de la Colombie-Britannique et de bons députés conservateurs dire qu'à leur avis c'est la voie à suivre, je deviens très inquiet.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Reprise du débat. Le député de Beauharnois—Salaberry.

[Français]

M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Madame la Présidente, cela me fait toujours sourire quand je participe à des débats à la Chambre des communes et quand je les suis de façon particulière, parce que je me demande toujours si on parle pour la tribune, si on parle pour la télévision ou si on parle strictement pour se faire des phrases pour mettre dans nos envois collectifs.

On en entend des belles. On entend entre autres: Vous ne serez pas réélus, vous avez juste 17 p. 100. À ce que je me souviens, madame la Présidente, dans notre premier mandat, je pense qu'on était descendu à 22 p. 100, 23, je vous en concède un. . .

M. Gauthier: Vous avez acheté l'élection après!

M. Hudon: Non. On était même, je pense, baissé jusqu'à 12 au Québec ou quelque chose du genre. Le sondage le plus important, c'est cinq minutes avant les élections. On est parti de 57 députés conservateurs au Québec et on est monté à 62 députés conservateurs au Québec.

Donc, quand on demande à des gens: Êtes-vous pour ou contre la TPS? C'est à peu près comme demander à tout le monde: Êtes-vous pour ou contre les taxes? C'est évident que les gens vont répondre «non, moi je suis contre cela». Mais de là à comprendre toute la mécanique du système quand elle fonctionnera, cela sera beaucoup plus intéressant. Donc, les 17 p. 100, je trouve que ce n'est pas vraiment un débat.

Et si nos collègues du NPD en face nous font souvent des leçons sur les évasions fiscales qui sont absolument épouvantables, comment se fait-il, madame la Présidente, que lorsqu'on a voté sur les actions accréditives qui étaient une des plus grandes évasions qui aidaient l'industrie des mines—je suis pleinement d'accord—

comment se fait-il qu'ils ont voté pour quand on a voulu l'abolir?

M. Champagne (Champlain): Ils ont même fait un débat d'urgence là-dessus.

M. Hudon: Justement, madame la Présidente, le député de Champlain me dit qu'ils ont même fait un débat d'urgence là-dessus. Ils n'écoutent pas par exemple, parce que là ils parlent de la Charte des enfants. La Charte des enfants qui n'a pas été adoptée la semaine dernière, on a de la misère à maintenir une position cohérente à l'heure actuelle sur la Charte canadiennes des droits et libertés et de voir tout ce que cela implique. Avant d'en parler d'une deuxième, on va d'abord vivre celle-là. Et s'ils sont capables de nous faire la leçon sur la Charte des enfants et de développer une position cohérente là-dessus, madame la Présidente, pourquoi ne développent-ils pas une position cohérente qui se tienne dans le temps sur le lac Meech? On est capable de sortir de nouveaux principes.

• (1840)

C'est à peu près comme la TPS. J'ai fait à peu près 45 conférences sur la TPS à l'heure actuelle. Je n'ai pas senti d'opposition flagrante à cela. Sauf, tous les groupes qui ne m'ont pas rencontré. Il y a une action qui se passe à l'heure actuelle contre la TPS dans la circonscription de Beauharnois—Salaberry. Cela se passe partout. Ils ont pris le journal de l'évêque de Valleyfield, qu'il envoie à toutes les choses, la mobilisation contre la TPS. Ils ont pris tous les clubs de l'âge d'or que j'ai rencontrés l'un après l'autre. C'est évident! On ne va pas demander à quelqu'un. Je ne vais pas demander à ma mère, ou à mon père, mon frère, ma soeur, mon oncle: êtes-vous pour ou contre les taxes? Ils vont me dire: je suis contre les taxes. Par contre, ce n'est pas cela qu'ils veulent faire. Ils ne veulent pas véritablement un débat sur la TPS, ils veulent strictement avoir un paquet de signatures pour venir te «pitcher» cela sur la table du député, trois semaines après qu'ils auront fini et dire: regardez comment votre peuple est absolument contre cela. Quand est-ce que vous m'avez donné la chance de me défendre et d'expliquer ce projet-là? Jamais! De cela, on n'en parlera pas. Donc, des incohérences, on peut en trouver. J'ai hâte de voir mes collègues du Parti libéral.

Je me souviens d'un débat qu'il y avait eu au Québec lors d'un référendum, un fameux discours du premier ministre de l'époque, M. Trudeau, qui parlait du oui qui voulait dire non, et d'un non qui voulait dire oui. Votez pour le parti, on va rapatrier la Constitution dans l'honneur. Vous allez voir, on met notre tête en jeu. On a même parlé ce soir-là des retombées économiques des F-18. Oui. Cela serait tout pour le Québec. Le gouvernement conservateur arrive en place, donne le contrat d'entretien des F-18 à Canadair, dans la province de